

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 21/07/2025

43 rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HENNESSY

rue richonne
16100 Cognac

Références : 2025_916_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007205733

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement HENNESSY implanté La Touche 16200 Jarnac. L'inspection a été annoncée le 13/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HENNESSY
- La Touche 16200 Jarnac
- Code AIOT : 0007205733
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site est constitué de 4 chais de stockage d'alcool de bouche dénommés A, B, C et D (barriques et tonneaux).

Il est classé sous le régime de l' Autorisation - Seveso Seuil Bas en raison du volume stocké (6650 m³ en quantité susceptible d'être présente, soit 5985 tonnes dépassant le seuil Seveso Bas de 5000 t au titre de la rubrique 4755).

Il est réglementé par un arrêté préfectoral en date du 15/06/2007 ainsi qu'un arrêté préfectoral complémentaire du 21/08/2013 suite à la mise à jour de son EDD.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre des inspections triennales pour les établissements Seveso tels que définis dans le programme pluriannuel de contrôle (PPC) des ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Déchets
- PFAS
- Eaux de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 11.5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Plan d'opération interne	AP Complémentaire du 21/08/2013, article 11	Demande d'action corrective	15 jours
14	Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 10.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
16	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.4.3	Demande d'action corrective	15 jours
17	Aire chargement/déchargement	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.5.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
19	Équipements importants pour la sécurité	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 11.9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative - État des stocks	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 1.1	Sans objet
2	Détention de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 11.1	Sans objet
4	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 10.8	Sans objet
6	Suivi de l'élimination des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 8.4	Sans objet
7	Clôture	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 9.1	Sans objet
8	Construction des chais: sol	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.3.1	Sans objet
9	Construction des chais: Murs	AP Complémentaire du 21/08/2013, article 4	Sans objet
10	Construction des chais: charpente/couverture	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.3.3	Sans objet
11	Construction des chais: ouvertures/issues	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.3.4	Sans objet
12	Communication entre chais	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.3.5	Sans objet
13	Aménagement des stockages	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.4.1	Sans objet
15	Récupération/ Extinction/ rétention	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.4.2.2	Sans objet
18	PFAS/Émulseurs	Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.6.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis de constater la mise en conformité sur le site du DRPCE finalisé le 25/06/2025, le matin du jour de l'inspection: une révision du zonage ATEX a donc été faite sans pour autant remettre en cause l'existant.

L'exploitant doit, néanmoins mettre à jour les affichages sur le site et notamment sur l'aire de chargement/déchargement d'alcools. Des recommandations formulées avec le CNPP sont à décliner pour le local de charges pour limiter l'accumulation d'H₂.

Par ailleurs s'agissant des installations électriques, les cellules haute tension n'étant pas équipées de hublot infrarouge, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une campagne de mesures ultrason sur lesdites cellules pour s'assurer de l'absence d'échauffement desdites cellules.

Il est également demandé à l'exploitant de solutionner la problématique de manque de pression dynamique sur l'ensemble du site sur plusieurs RIA.

Enfin, l'exploitant doit procéder à :

- la mise à la terre des racks supportant des barriques bois et, ce, pour l'ensemble de ses chais ;
- la garantie d'une rétention du stockage de carburant de la motopompe incendie ;
- la justification de la conformité des commandes du désenfumage pour l'ensemble des chais.

Des essais fonctionnels ont également été réalisés pour s'assurer du bon fonctionnement de plusieurs matériels (démarrage du groupe moto-pompe incendie alimentant le sprinklage, alarme incendie du site...). Les essais se sont avérés concluants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, volume d'activité
Prescription contrôlée : Rubrique 4755: volumes autorisés: * chai A : 1915 m ³ - barriques * chai B : 470 m ³ - Tonneaux * chai C : 1915 m ³ - Barriques * chai D : 2350 m ³ - Barriques Total : 6650 m ³
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks mis à jour le matin de la visite d'inspection indiquant un volume d'eau de vie stocké total de 3701 m ³ : * Chai A : 1385 m ³ * Chai B : 93 m ³ * Chai C : 599 m ³ * Chai D : 1624 m ³ Au regard de l'état des stocks présenté le jour de l'inspection, il s'avère que les installations de stockage d'alcool de bouche exploitées sont conformes à celles autorisées dans l'AP du 15/06/2007 à savoir une capacité totale de stockage maximale de 6650 m ³ . Les QSP autorisées par chai sont également respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détention de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 11.1
Thème(s) : Risques accidentels, Fiche de données de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231.53 du code du travail. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas détenir ni utiliser sur site de produits dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 11.5
Thème(s) : Risques accidentels, vérifications périodiques
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations du site doivent faire l'objet d'une vérification de leur bon état. En particulier les installations électriques, les engins de manutention, les matériels de sécurité et de secours (...) doivent être entretenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente.
Constats : L'inspection a constaté que le registre de sécurité était tenu de façon dématérialisée sur l'outil de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO). - <u>Concernant les vérifications périodiques:</u> * <u>Installations électriques:</u> L'exploitant a fait procéder à la vérification des installations électriques de son site le 5/09/2024 par l'organisme APAVE. La précédente vérification a eu lieu le 1/09/2023. L'exploitant n'a pas été en capacité de nous fournir le rapport Q18. Le contrôle des installations électriques trace également que plusieurs installations n'ont pas été vérifiées dont : - pour des raisons d'exploitation, aucun essai de certains dispositifs différentiels n'a été réalisé ; - pour des problématiques d'accessibilité, des mesures de continuité à la terre et des examens de circuits terminaux n'ont pu être vérifiés.

Aux dires de l'exploitant, aucun contrôle complémentaire à ce sujet n'a été réalisé depuis.

L'exploitant a néanmoins communiqué à l'inspection le rapport Q19 établi le 19/02/2025 où était indiqué la mention "les cellules haute tension n'étant pas équipées de hublot infrarouge, prévoir une campagne de mesures ultrason sur ces cellules".

Cette remarque était également formulée dans le Q19 du 26/08/2024.

L'exploitant a informé l'inspection ne pas avoir procédé à ces mesures et s'engage à le faire en 2025.

* Désenfumage:

La vérification périodique a été effectuée en novembre 2024 par la société AC2S.

Le rapport fait état d'un bon fonctionnement sur l'ensemble des chais.

Le carnet de maintenance est tenu de façon dématérialisée via le réseau interne appelé GMA.

* Extincteurs:

Les 34 extincteurs du site ont été vérifiés en janvier 2025 en interne par les pompiers de l'équipe sécurité incendie.

* RIA/PIA:

La vérification périodique a été effectuée le 7/11/2024.

Des mesures correctives étaient demandées sur les points suivants:

°Chai D local sprinklage extérieur (PIA) : Lance BF choquée, manque panneau hors gel et housse de protection:

L'exploitant indique à l'inspection avoir fait réaliser les travaux par la société SATREM.

°Chai C au fond (RIA tournant et pivotant): ne pivote pas complètement:

L'exploitant explique à l'inspection que ce RIA rencontre un problème structurel du fait qu'il ait été installé trop près d'un poteau l'empêchant de pivoter complètement.

°Chai B et A entré (RIA tournants et pivotants) : tuyauterie d'alimentation en PVC

L'exploitant indique à l'inspection ne pas avoir trouvé de solution fiable à ce constat.

°Chai A au fond (RIA tournant et pivotant) : manque plaquette:

L'exploitant s'engage à installer la plaquette de restriction en 2025.

°manque pression dynamique sur l'ensemble du site (inférieur à 1 bar sur l'ensemble des postes):

L'exploitant indique qu'à ce jour, il n'a pas trouvé de solution pour résorber ce problème de pression dynamique présent sur l'ensemble du site.

L'inspection lui précise qu'il est possible également d'envisager le recours, en lieu et place des RIA non conformes et au vu des montants qui semblent disproportionnés pour les mettre à niveau, à des extincteurs mobiles sur roue d'une capacité minimale de 50 kg et disposés dans le chai de sorte à pouvoir attaquer un feu naissant par deux directions opposées. La démarche doit être à l'initiative de l'exploitant et portée à la connaissance du préfet et celle-ci doit être argumentée.

* Alarmes incendie Sprinkleur:

La vérification périodique a été effectuée au mois de novembre 2024 puis le 17/06/2025.

Les travaux de remplacement du pressostat (bus 3 ouvert) et de l'écran (centrale Baltic 512) ont été effectués le 6/05/2025.

* Siphon coupe-feu:

Le dernier contrôle de la garde hydraulique a été effectué au mois d'avril 2025.

Aucune observation

Lors de la visite terrain et pour les regards contrôlés, la garde hydraulique était suffisante.

* Portes coupe-feu:

Le dernier contrôle a été effectué au mois d'octobre 2024 par la société SCHINDLER.
Aucune observation.

* Sprinkleurs:

La vérification périodique a été effectuée le 26/09/2024 puis le 17/06/2025 par la société TYCO.
Les travaux d'installation d'un bloc d'éclairage autonome de secours sur la centrale sprinkleur et de suppression de la vanne au niveau de la bouteille presso-statique source B ont été réalisés le 6/05/2025 par la société SEMAS Sécurité.

Aussi lors de la visite des installations, un démarrage du groupe moto-pompe incendie a été réalisé avec succès. Les ventelles d'aération du local sources se sont bien ouvertes lors du démarrage du groupe supra.

- Concernant le risque ATEX:

L'inspection a constaté que le DRPCE a été finalisé le matin de l'inspection soit le 25/06/2025. Il a été établi par le CNPP.

Ce dernier a fait l'objet d'une révision du zonage ATEX ne remettant pas en cause l'existant ainsi qu'un déclassement sur les événements des tonneaux du fait de l'absence de matériel électrique et non électrique dans les zones ATEX.

L'exploitant a communiqué par mail le DRPCE mis à jour le 26/06/2025. L'inspection constate le respect de la norme IP55.

Les zones ATEX retenues pour les installations de Jarnac sont les suivantes :

Installations / équipements	Zonage ATEX identifié	Caractéristiques de la zone ATEX identifiée
Intérieur des barriques et tonneaux fermées	Zone Z0	Volume intérieur du ciel gazeux des récipients
Local de charge	Zone Z1	Distance de 0,5m autour des éléments de la batterie en charge

L'inspection indique néanmoins à l'exploitant la nécessité de compléter le plan des locaux en y mentionnant notamment des locaux à risques particuliers d'influences externes.

Ce plan doit, en outre, être systématiquement fourni au vérificateur.

L'analyse du DRPCE permet de démontrer que :

- le CNPP formule la recommandation suivante pour le local de charge : *« Le local est très peu ventilé. Créer des ouvertures en partie haute du local / sur la porte en partie haute pour limiter l'accumulation d'hydrogène ou mettre en place une détection de présence d'hydrogène »* ; l'exploitant ne s'est pas positionné sur le calendrier de mise en œuvre de la recommandation supra ;

- les zones de dépotage / chargement d'alcools n'ont pas été intégrées au zonage ATEX ; aucune explication n'est donnée dans le DRPCE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de :

- fournir systématiquement et à chaque vérification périodique à l'organisme vérificateur le plan de zonage ATEX du site mis à jour ;
- transmettre à l'inspection le calendrier de mise en œuvre des recommandations du local de charges pour limiter la formation d'une zone ATEX compte tenu que ce dernier est peu ventilé ;
- compléter le DRPCE pour intégrer les zones ATEX au niveau des zones de chargement / déchargement d'alcools et de mettre les mesures ad hoc en œuvre le cas échéant ;
- transmettre une copie du devis concernant la campagne de mesures ultrason sur les cellules ainsi que le rapport d'intervention une fois celle-ci réalisée ; - transmettre le dernier rapport Q18 ;
- réaliser les contrôles électriques non réalisés dont les vérifications des dispositifs différentiels et de la mise à la terre de certains récepteurs et des circuits terminaux ;
- porter à la connaissance de l'inspection, le plan d'actions à mettre en œuvre pour disposer d'un parc de RIA conforme sur site ; à défaut, l'exploitant propose la mise en place de moyens de première intervention ayant la même efficacité et permettant d'attaquer un feu naissant par deux directions opposées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 10.8

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Prescription contrôlée :

L'état des dispositifs de protection contre la foudre fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C17-100 adaptée.

Constats :

Une vérification complète a été effectuée au mois de juillet 2023 : le rapport ne mentionne aucune observation; tout étant conforme.

Une visite simplifiée (vérification visuelle) a été réalisée en 2024 : aucune observation.

L'inspection a constaté, en outre, la présence de 2 compteurs foudre sur le site associés à des paratonnerres : aucune incrémentation d'impact n'a été observée depuis les derniers contrôles foudre réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/08/2013, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : ...Le plan est mis à jour si besoin et testé par des exercices à des intervalles n'excédant pas 3 ans...
Constats : Le dernier exercice POI a été réalisé le 4/06/2024. Suite à cet exercice, une mise à jour du POI via l'intégration d'une fiche annexe n°7 a été réalisé le 1/07/2024. Néanmoins, dans le compte rendu de l'exercice POI, il apparaît plusieurs actions identifiées mais non reprises en totalité dans le plan d'actions à savoir: - la gestion de ligne HT au-dessus du chai : prise de contact dès le début du sinistre pour couper la ligne HT et faciliter l'intervention du SDIS: L'exploitant indique à l'inspection s'interroger sur le fait de savoir qui doit appeler ENEDIS (Henessy ou SDIS?). Toutefois, l'exploitant a mis à jour la fiche des contacts à prévenir en cas d'incendie sur site en rajoutant les coordonnées de ENEDIS. L'inspection conseille à l'exploitant de procéder eux-mêmes à cet appel et d'indiquer dans la fiche réflexe l'opérateur en charge de cet appel. - la maîtrise des débordements: appel systématique à la SNATI dès le début du sinistre: L'inspection demande à l'exploitant d'indiquer dans la fiche réflexe l'opérateur en charge de cet appel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de: - mettre à jour la fiche réflexe supra - lui communiquer une copie de cette fiche dûment complétée. En effet, l'appel au plus près du début de l'incendie du gestionnaire pour la coupure de la ligne HT permettra aux pompiers de s'engager de façon opérationnelle sans mettre en danger les effectifs déployés. À défaut de coupure de la ligne HT ,il ne peut être écarté que les pompiers ne puissent lancer le dispositif de lutte contre l'incendie du fait de l'alimentation de la ligne HT rendant impossible l'engagement opérationnel du dispositif en toute sécurité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Suivi de l'élimination des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 8.4
Thème(s) : Risques chroniques, déchets dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de justifier la bonne élimination des déchets de son établissement sur demande de l'inspection des installations classées. En particulier, il tient à jour un registre d'élimination des déchets dangereux donnant les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none">- code du déchet selon la nomenclature,- origine et dénomination du déchet,- quantité enlevée,- date d'enlèvement,- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,- destination du déchet (éliminateur),- nature de l'élimination effectuée. et émet un bordereau de suivi de ces déchets dès qu'ils sont remis à un tiers. Il doit obtenir en retour un bordereau entièrement renseigné qui est conservé pendant trois ans.
Constats : L'exploitant indique à l'inspection ne pas être concerné par cette prescription au motif qu'il n'a ni déchet solide ni déchet liquide sur le site. En effet, le site n'ayant pas de séparateur d'hydrocarbures (au vu de son ancienneté), il ne génère pas de déchets dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 9.1
Thème(s) : Risques accidentels, clôture
Prescription contrôlée : L'établissement doit être entouré d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles. Elle doit être implantée et aménagée de façon à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité (passage d'engins de secours). En plus de l'accès principal, le site est équipé d'au moins un accès secondaire judicieusement implanté permettant l'entrée des moyens de secours sur l'ensemble du site en cas de sinistre.
Constats : L'inspection a constaté que: <ul style="list-style-type: none">* le site est entouré d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles ne présentant pas de dégradation apparente ;* la présence de 2 accès en sus de l'entrée principale permettant l'entrée des moyens de secours: 1 côté établissement Hine (portail présent au niveau de la clôture séparative Hine / Hennessy) et 1 à côté de l'entrée principale du site Hennessy. Le site et ses accès sont donc conformes à la prescription prévue dans l'AP du 15/06/2007.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Construction des chais: sol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, sol
Prescription contrôlée : Le sol doit être incombustible et permettre de contrôler les écoulements. Il est aménagé de façon à permettre aux liquides accidentellement répandus de converger vers des rigoles d'évacuation reliées à la cuvette de rétention associées au chai par l'intermédiaire de dispositif s'opposant à la propagation d'un incendie.
Constats : L'inspection a constaté que le sol de la totalité des chais est conforme à la prescription de l'AP du 15/06/2007
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Construction des chais: Murs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/08/2013, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Murs
Prescription contrôlée : L'article 12.3.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2007 est modifié comme suit: Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2s1d0 (M0) et au minimum REI 120 pour les chais A, B et C et REI 240 pour le chai D. Les murs séparant des chais contigus dépassent d'au moins un mètre de la toiture du plus haut des chais concernés.
Constats : L'inspection a constaté que les murs extérieurs de l'ensemble des chais du site sont construits en pierre et sont donc tous de classe A2s1d0 (M0) et REI 120 a minima pour les chais A, B et C. Le caractère REI 240 des murs du chai D n'a pas été vérifié. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection, les justificatifs l'attestant sur demande. En outre, les murs séparant les chais contigus dépasse d'un mètre de la toiture du plus haut du chai concerné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Construction des chais: charpente/couverture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, charpente/couverture
Prescription contrôlée : L'ensemble de la charpente doit offrir une stabilité au feu Broof (t3) (degré une demi-heure) au minimum... ...La couverture doit être en matériaux de classe A2s1d0 (M0)...
Constats : L'inspection a constaté que la charpente de la totalité des chais du site et la couverture composée de tuiles et de bac acier sont conformes à la prescription de l'AP du 15/06/2007.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Construction des chais: ouvertures/issues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, ouvertures/issues
Prescription contrôlée : Les portes extérieures des chais doivent être des pare-flammes RE 30 (degré une demi-heure). De plus, ces portes sont équipées d'un seuil ou d'une grille ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides enflammés ou non. Au moins deux issues ouvrant facilement sur l'extérieur sont judicieusement réparties dans les chais. De plus, la distance à parcourir pour atteindre une issue ne peut excéder 25 mètres. Des inscriptions visibles en toutes circonstances signalant les sorties sont judicieusement déposées dans les chais. Le stockage est effectué de manière que toutes les issues soient largement dégagées. Les portes doivent avoir une largeur minimale de 0,80 mètres. Les chais ne doivent posséder aucune ouverture autre que les issues prévues ci-dessus, hors équipements de sécurité et de ventilation.
Constats : L'inspection a constaté que les caractéristiques des portes extérieures, seuils et issues de la totalité des chais sont conformes à la prescription de l'AP du 15/06/2007
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Communication entre chais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, construction des chais
Prescription contrôlée : Les portes situées entre deux chais doivent être REI 120 (coupe-feu deux heures) et équipées d'un système de fermeture automatique en cas d'incendie dans l'un des deux chais. De plus, ces portes sont équipées d'un seuil ou d'une grille ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides enflammés ou non..
Constats : L'inspection a constaté: * la présence de portes situées entre deux chais EI 120 ; des étiquettes apposées sur les portes indiquant leur caractère coupe-feu 2 h ont bien été observées ; * la présence de seuils non obstrués évitant tout écoulement de liquides enflammés ou non ; les rendant ainsi conformes à la prescription de l'AP du 15/06/2007.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Aménagement des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, aménagement des chais
Prescription contrôlée : L'implantation des installations de stockage (barriques, tonneaux, cuves, canalisations ...) dans les chais doit permettre une libre circulation du personnel et des services de secours. En particulier, l'aménagement des chais respecte les dispositions suivantes : - Allée principale (centrale ou latérale) : largeur minimale de 3 mètres - Installations de stockage (rime, rack, rangé de tonneaux ou cuve ...), la profondeur par rapport à une allée principale n'excède pas : 17 mètres
Constats : L'inspection a constaté que l'aménagement des stockages à l'intérieur des chais est conforme à la prescription de l'AP du 15/06/2007
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 10.6
Thème(s) : Risques accidentels, électricité statique
Prescription contrôlée : Dans les zones à risques, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle. L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes...
Constats : L'inspection a constaté visuellement l'absence de mise à la terre d'1 rack métallique supportant des barriques bois d'alcools sur les 2 présents dans les chais suivants: * Chai A: Une zone étant non visible, l'inspection n'a pas pu constater la présence ou non de la mise à la terre * Chai B: 1 rack est non relié à la terre * Chai C: 1 rack est non relié à la terre * Chai D: 1 rack est non relié à la terre
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de: - justifier de la mise à la terre du rack métallique du chai A non visible - de faire procéder à la mise à la terre des racks métallique non reliés des chais B, C et D - de transmettre une copie de la facture mentionnant lesdits travaux La conformité de ces mises à la terre devra être vérifiée lors du contrôle des installations électriques dispensé chaque année.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Récupération/Extinction/rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : La rétention doit avoir une capacité minimale de 2000 m ³ . En cas de débordement de la rétention les effluents sont canalisés en un lieu où ils ne peuvent pas porter atteinte aux biens et aux intérêts des tiers. L'exploitant établit un plan d'intervention précisant les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction

<p>d'incendie.</p> <p>Le délai d'exécution de ce plan ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.</p> <p>Ce plan est porté à la connaissance du personnel et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Il est régulièrement mis en œuvre au cours d'exercice qui doivent avoir lieu au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique à l'inspection, qu'en cas d'incendie, les écoulements des eaux d'extinction se font via les siphons en eau ou regards siphoniques qui vont ensuite dans un bassin étouffoir de 120 m³ et 2,95 m de profondeur puis vers le bassin de rétention d'une capacité de 2000 m³.</p> <p>En cas de débordements, l'exploitant appelle la société SNATI qui procédera au pompage de ces derniers (voir point de contrôle associé au POI du présent rapport).</p> <p>L'inspection constate, en effet, la présence d'un bassin de rétention étanche de 2000 m³ dont la vanne se trouve en position fermée. La géomembrane constitutive du bassin de rétention est intègre et le bassin était exempt d'effluents en son sein ; ce qui garantit pleinement sa capacité de rétention mise à disposition.</p> <p>Le plan d'intervention et de gestion des débordements de la rétention, annexé au POI, est valable pour l'ensemble des chais du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, DENFC</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés en partie haute, d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur..</p> <p>Des commandes manuelles des exutoires de fumée et de chaleur doivent être facilement accessibles depuis au moins une issue...</p>
<p>Constats :</p> <p>Des dispositifs d'évacuation naturelle des fumées de chaleur (DENFC) sont présents et accessibles au sein de l'ensemble des chais.</p> <p>L'inspection a constaté les éléments suivants :</p> <p>* <u>Concernant les chais A,B et C:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - ils sont équipés d'un dispositif à commande manuelle - le réarmement est possible depuis la zone de désenfumage - la commande d'ouverture manuelle est placée à proximité des accès <p>=> il s'avère donc qu'il convient de justifier que les chais A, B et C disposent également d'éléments</p>

permettant l'ouverture automatique des exutoires de désenfumage.

*** Concernant le chai D:**

Il est équipé d'un dispositif à commande automatique (thermofusibles dont le tarage n'a pas été vérifié par l'inspection).

=> il s'avère donc qu'il convient de justifier de la raison de l'absence de commandes manuelles pour le désenfumage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous 15 jours, de justifier de la conformité des installations de désenfumage par rapport à l'AP.

L'exploitant précise la température de tarage des thermofusibles associés au désenfumage et justifie que l'ouverture des trappes de désenfumage se fait bien après la mise en route du sprinklage à l'eau.

Enfin selon les écarts observés, l'exploitant propose un calendrier de mise en conformité.

Type de suites proposées : Sans suite Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 17 : Aire chargement/déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement des aires chargement/déchargement

Prescription contrôlée :

Les aires sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des alcools de bouches dans des camions citernes ou des barriques.

Chaque aire est associée à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer tout épandage provenant du camion citerne, des installations fixes de stockage ou des tuyaux de transfert lors des opérations de chargement ou de déchargement. Cette cuvette à une capacité au moins égale au camion citerne le plus grand pouvant être admis sur l'aire.

Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.

Des consignes sont établies pour le chargement /déchargement des camions, elles sont affichées à proximité de l'aire de dépotage. Elles précisent en particulier que tout chargement ou déchargement d'une citerne routière ne peut être effectuée que si la liaison équipotentielle est assurée.

<p>Constats :</p> <p>Une aire de chargement/déchargement d'alcools est située à l'intérieur du site.</p> <p>Cette dernière est:</p> <ul style="list-style-type: none"> - matérialisée au sol - associée à une cuvette de rétention étanche de 2000 m³ - équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage <p>En outre, l'inspection a constaté l'affichage de consignes pour le chargement/déchargement des camions situé à proximité de l'aire de dépotage.</p> <p>Néanmoins, cet affichage n'a pas été mis à jour depuis l'établissement du nouveau zonage ATEX.</p> <p>La mise à jour du DRPCE sur le volet ATEX doit être réalisée (voir demande dans le point de contrôle associé).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour l'aire de chargement / déchargement d'alcools, l'inspection demande à l'exploitant de:</p> <ul style="list-style-type: none"> * mettre à jour les consignes en corrélation avec le nouveau zonage ATEX * les afficher à leur emplacement habituel * lui transmettre une photo desdites consignes dûment affichées
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 18 : PFAS/Emulseurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 12.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les quantités d'émulseurs nécessaires à l'extinction d'un incendie susceptible de se produire sur le site sont définis par l'exploitant en accord avec les services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise le produit Ecopol dans ses émulseurs associés à certains RIA du site..</p> <p>Ce produit date de l'année 2019 et ne contient pas de fluor.</p> <p>Aucune mousse contenant du fluor PFAS n'est donc présente sur le site (à noter que le sprinklage du site est uniquement à l'eau).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Équipements importants pour la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2007, article 11.9
Thème(s) : Risques accidentels, IPS
Prescription contrôlée : L'exploitant détermine et met à jour sous sa responsabilité la liste des équipements, paramètres, procédures opératoires, instructions et formations des personnels, Importants Pour la Sécurité (IPS), tant en fonctionnement normal qu'en phase transitoire et en situation dégradée ou accidentelle. Cette liste comporte au moins les éléments suivants : ...Les systèmes de surveillance et d'alarme... Les équipements IPS : ... maintenus en bon état de fonctionnement, selon des procédures écrites...
Constats : <u>* Concernant l'alarme POI:</u> Suite au test en exercice d'évacuation effectué le jour de l'inspection, l'inspection a constaté le caractère audible de la corne de brume servant d'alarme POI. L'exploitant indique que l'alarme incendie est remontée au PC de sécurité situé sur le site Henessy de La Richonne (Cognac). <u>* Concernant la moto-pompe incendie alimentant le sprinklage:</u> Lors du test effectué sur le site, l'inspection a constaté que: - la ventilation nécessaire en cas de surchauffe de la moto-pompe fonctionne: les ventelles du local sources se sont ouvertes et sont asservies au démarrage - la moto-pompe était remplie de gazole indiquant un niveau de carburant adéquat - le réservoir de carburant, dépourvu de rétention, se déverserait en cas d'aléa directement dans le réseau effluents du site au regard de la configuration du local (présence d'une bouche d'évacuation proche du stockage de carburant). <u>* Concernant la réserve sprinkler de 840 m³ et 6,30 m de hauteur::</u> L'inspection a constaté que le manomètre ne fonctionne pas.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de: - mettre en place les actions correctives pour confiner dans le local sources tout épandage de carburant qui proviendrait du réservoir raccordé à la moto-pompe. L'exploitant précise les actions mises en œuvre (mise en place d'un dispositif d'obturation de la bouche orientant vers le réseau effluent du site, mise en rétention du local sources...); - procéder à la réparation ou au changement du manomètre de la réserve sprinkler - de lui transmettre une copie de la facture mentionnant lesdits travaux
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois